

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18
CCP 30 228 72 D La Source

Elections

PCMLF-PCR(M-L) ACCORD POUR UNE CAMPAGNE COMMUNE

Nous venons d'apprendre que, le 10 janvier, une délégation du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) (PCR-m) et une délégation du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) ont conclu un accord pour une campagne commune, au cours de la bataille politique de 1978.

Cet événement, souhaité par tous les marxistes-léninistes de France, est annoncé publiquement, ce lundi 16 janvier, à 12 h, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, dans le XVIII^e arrondissement.

Nos lecteurs pourront prendre connaissance du contenu de l'accord en lisant la déclaration commune des deux partis, publiée en page 8 de notre journal.

Jusqu'à présent, un tel accord n'avait pu intervenir en raison de différences entre les deux partis sur la question de l'orientation à adopter au second tour ainsi que sur la tactique à suivre par rapport aux formations trotskistes.

La position des deux partis est désormais unique et claire : combattre les par-



Les marxistes-léninistes ensemble au cours de la manifestation pour commémorer le 106^e anniversaire de la Commune de Paris.

tis de la majorité et ceux de la fausse gauche, y compris au second tour en appelant à l'abstention, et dénoncer l'activité des trotskistes, véritables rabatteurs de l'Union de la gauche.

Par ailleurs, les deux partis soutiendront des listes uniques de candidats présentés sur une plate-forme d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Cette Union ou-

vière et paysanne sera impulsée par un Comité d'initiative national.

Ce comité d'initiative national, en cours de constitution, tiendra une conférence de presse, ce mercredi 18 janvier, à 15 h à Paris.

Nous rendrons évidemment compte de cette conférence de presse dans notre édition datée du vendredi 20 janvier.

D'ores et déjà, il est

certain que le visage de la campagne politique de 1978 n'est plus le même : en face des divisions politiciennes des partis bourgeois, de droite et de gauche, va se dresser une force unique révolutionnaire prolétarienne qui se propose de rassembler les ouvriers et travailleurs avancés sur une base de classe contre le capital monopoleur et les deux superpuissances.

• Egypte

Le dialogue ouvert entre l'Égypte et Israël aura au moins révélé une chose : c'est que la volonté de paix n'est guère le fait d'Israël. Construit au prix de l'expulsion d'un peuple de sa patrie, l'État sioniste ne peut apparemment concevoir la paix que comme la consolidation de ses dernières conquêtes et la préparation de nouvelles !

L'Égypte n'a pas et ne peut pas renoncer aux con-

ditions qu'elle a, d'ailleurs, réaffirmées avec force par la voix du président égyptien Sadate ou de son ministre Kamel, concernant les territoires arabes occupés, l'autodétermination du peuple palestinien et la sécurité des peuples de la région.

L'Égypte n'a, en fin de compte, pas fermé la porte et la « commission politique » se réunit, ce mardi (avec un jour de retard), mais il ne sera pas possible pour Israël de s'en tirer longtemps avec de nouvelles

tournures de langage : il faudra bien en venir au fait ! Et les faits sont têtus : le peuple palestinien existe, il est debout, les armes à la main ; les territoires occupés sont des territoires arabes et reviendront, tôt ou tard, aux peuples arabes !

• Bolivie

Ce sont maintenant plus de 1 200 personnes qui font la grève de la faim en Bolivie (les premiers depuis 18 jours) pour obtenir une amnistie totale dans le pays.

La fédération clandestine des mineurs de Bolivie a annoncé une grève de 48 h, à partir de mardi, dans tous les centres miniers, pour soutenir ce mouvement.

80 paysans de diverses régions vont se joindre aux grévistes de la faim.

De plus, samedi, 60 agents de la sécurité ont investi une église et ont arrêté 15 personnes (c'est la première fois, dit-on, de toute l'histoire de la Bolivie).

A L'OCCASION DU 10^e
ANNIVERSAIRE DU PARTI
COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE
DE FRANCE

MEETING

Organisé par l'Humanité rouge

LE 27 JANVIER A 20h30

A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978. Présentation des candidats marxistes léninistes de la région parisienne.

Editorial

UNE BONNE NOUVELLE

C'est décidé ! Il n'y aura qu'une seule campagne des marxistes-léninistes au cours de la bataille politique de 1978. Ainsi en ont convenu les délégations du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui se sont rencontrées plusieurs fois ces dernières semaines pour parvenir enfin à un accord le 10 janvier 1978. Il s'agit là d'un événement extrêmement réjouissant, d'autant plus que nous avons appris de bonne source que c'est dans une atmosphère de franche camaraderie et de profond désir d'unité que se sont tenues les discussions. C'est qu'en effet le contenu de l'accord réalisé entre les deux organisations est loin de se limiter à quelque convention purement électorale. Il aurait été possible de s'entendre simplement pour ne présenter qu'un candidat marxiste-léniniste dans les circonscriptions choisies et de se soutenir mutuellement. Mais de l'avis des deux organisations, cela n'aurait pas été satisfaisant. Il fallait aller plus loin et engager une véritable campagne commune tout en présentant une seule liste partout, sur une plate-forme, soutenue par une action unique du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Pourquoi cela ?

Fondamentalement parce que l'un et l'autre parti, se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung, savent parfaitement que la classe ouvrière et tous les travailleurs révolutionnaires ne comprennent pas la division actuelle des marxistes-léninistes et leur enjoint à juste titre de s'unir. Affrontés à l'exploitation quotidienne dans l'entreprise capitaliste ainsi qu'au sale travail de sape des luttes mené par la direction du PCF, les ouvriers sont les premiers à comprendre l'urgence nécessaire de l'union de classe et à plus forte raison d'une unique organisation révolutionnaire prolétarienne. Au contraire les ennemis capitalistes, les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes russes sont eux tout à fait satisfaits de voir les forces marxistes léninistes désunies. A cet égard un travailleur lorrain, vieux militant communiste qui a rejoint il n'y a pas longtemps le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) a rapporté que, lorsqu'il a voulu quitter le PCF pour rejoindre les marxistes-léninistes, les responsables révisionnistes se sont moqués de lui en lui disant : « Les marxistes-léninistes ? Mais lesquels ? Ils sont des centaines d'organisations ! » Et ce travailleur a ajouté, avec une joie visible, que là-bas, en Lorraine, les révisionnistes allaient faire une drôle de tête en voyant les organisations marxistes-léninistes unies.

Cette anecdote montre à quel point les marxistes-léninistes doivent envisager le problème de leur unité en le plaçant à l'échelle de la société française toute entière et non au niveau de simples rapports entre deux groupes : cela permet, à condition de s'en tenir aux principes, de renforcer l'unité et de surmonter bien des divergences, certaines n'étant parfois même que des différences d'appréciations.

C'est en envisageant les problèmes sous cet angle que le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et le Parti communiste marxiste-léniniste de France ont placé leur accord dans le cadre du processus d'unification des marxistes-léninistes dans un parti unique. Mais bien entendu les marxistes-léninistes n'ont pas pour but de rassembler leurs seules forces et leurs seuls sympathisants. Ce qu'ils veulent c'est unir tout ce qui peut être uni dans la lutte contre le capital monopoleur et les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS : c'est pour cette raison qu'ils ont élaboré une plate-forme d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

(Suite à la page 5)

● Allemagne de l'Est LA VIE CORROMPUE DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE

Au début du mois, on apprenait la création, en Allemagne de l'Est, de la «Ligue des communistes démocratiques d'Allemagne» (Cf Humanité rouge du 10 janvier).

Nous extrayons du manifeste, publié par cette nouvelle organisation de dissidents, les passages suivants, qui évoquent de façon particulièrement réaliste, le mode de vie entièrement bourgeois de la caste dirigeante de ce pays où le capitalisme a été restauré sur toute la ligne.

Nous constatons qu'aucune classe dominante en Allemagne n'a jamais mené autant une vie de parasite et n'a jamais autant assuré sa protection contre le peuple que ces quelques deux douzaines de familles qui prennent notre pays pour un magasin libre-service.

Aucune ne s'est fait construire dans les forêts des ghettos d'or aussi excessifs, surveillés comme des forteresses. Aucune ne s'est autant corrompue et enrichie que cette caste dans des magasins spéciaux, par des importations privées de produits occidentaux, par l'argent des décorations honorifiques, par les primes et les cliniques spéciales, par les pensions et les cadeaux (...)

Regardez-les bien : rien qu'en 1977, le numéro 1 (*) récupère trois décorations pour sa famille - ça fait combien d'argent ?

Il bourre les maisons de son entourage familial, de la cave au grenier, du confort occidental le plus moderne. Pour son beau-frère, un coureur de jupons bien connu dans toute la ville, il crée spécialement un poste de directeur d'un département du Comité central - dans le domaine idéologique, là où il y a tant de gens qui ne travaillent pas qu'ils se marchent sur les pieds. Il a un poste de ministre pour sa femme, un poste de haute responsabilité dans la branche occidentale de l'appareil syndical pour son beau-père - ça fait combien ?

(...) Un secrétaire aux Affaires culturelles (2) qui pousse à l'émigration toute l'élite intellectuelle de la RDA, dit combien us ont une vie morale, les cadres les plus précieux du parti : ils n'ont aucune maison, aucune voiture, aucun ba-

Mardi, les autorités est-allemandes ont décidé la fermeture du bureau du «Spiegel», hebdomadaire ouest-allemand, à Berlin-Est.

Cette mesure répressive, la plus grave jamais prise à l'encontre de journalistes d'autres pays, est la réponse des autorités social-fascistes, à la publication par le «Spiegel» du récent manifeste de la Ligue des communistes démocratiques d'Allemagne.

teau de luxe, aucune résidence secondaire, aucune clinique, etc., en propriété privée.

C'est vrai : ils se font tout payer aux frais de l'État. L'ouvrier, lui, a le droit de verser son salaire pour la construction de logements, le conducteur d'un Trabant (3) a le droit d'acheter aussi sa voiture et son essence. Les membres du Bureau politique, eux, n'ont pas le droit de se livrer à des transactions aussi basses. Même pour le déjeuner, ils sont entre eux, dans la salle-à-manger séparée du Comité central - camarades, allez faire un petit tour avec le Pater Noster de la Grande maison (4), un étage au-dessus de la salle-à-manger pour apparatchiks normaux et jeter un coup d'œil dans les poubelles que garde la police secrète !

Le numéro un de la capitale (5) procure à ses fils des postes d'officiers dans l'administration du district du ministère pour la Sécurité d'État - à sa compagne, le théâtre du palais de la République et une villa - meublée par les fournisseurs de Berlin-Ouest. Lùla (6) règle généreusement les conséquences de ses équipées amoureuses par des dédommagements puisés dans les caisses de l'État.

Partout où l'on regarde, la corruption, l'abus de fonction, le parasitisme scandaleux, le népotisme.

- (1) Erich Honecker, secrétaire général du parti révisionniste.
- (2) Kurt Hager, membre du Bureau politique.
- (3) Petite voiture est-allemande.
- (4) Le siège du Comité central.
- (5) Konrad Naumann, membre du Bureau politique.
- (6) Surnom du chef de la propagande : «Lamberz-le-menteur».

qu'elles avaient, tout d'abord, qualifié de «mauvaise plaisanterie de la Saint-Sylvestre».

Qu'elles ne tolèrent qu'une «information» à leurs louanges, on le savait déjà au vu de l'ensemble de la presse est-allemande. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'elles voudraient aussi empêcher la presse ouest-allemande et étrangère de révéler certaines vérités.

● URSS-Japon

Echec des négociations



Les jeunes de Kushiro, dans l'Hokkaido popularisent le mot d'ordre : «La campagne pour le retour des territoriaux du Nord ne doit pas se contenter de nostalgie. Levons haut le drapeau anti-hégémonique et battons-nous corps à corps contre le social-impérialisme».

Le ministre des Affaires étrangères du Japon, M. Sunao Sonoda, vient d'effectuer un voyage à Moscou en vue d'élaborer un traité de paix. Il est rentré jeudi dans son pays sans qu'il y ait eu accord sur un traité ni une déclaration commune des deux parties. C'est la première fois que cela se produit et c'est le reflet des grandes dissensions qui existent. Le Japon souhaitait obtenir la restitution de 4 îles, les Kouriles, situées au

nord du pays. Mais l'URSS a refusé purement et simplement de discuter du problème en déclarant qu'il n'existait pas de litige territorial entre le Japon et l'URSS, remettant en cause une déclaration commune des 2 pays élaborée en 1973. Or le Japon avait pris comme base de refus de signer tout traité de paix s'il ne stipulait pas la restitution totale de tout le territoire japonais.

Autre point d'achoppement :

l'intention du Japon de signer prochainement un pacte de paix et d'amitié avec la Chine. La Chine propose que, dans ce traité, soit incluse une clause anti-hégémonie. L'URSS s'est déclarée hostile à cette clause, se sentant tout particulièrement visée.

C'est un échec que vient de connaître l'URSS face à l'intransigeance du Japon qui refuse de se laisser faire

par cette nouvelle super-puissance. Le ministre des Affaires étrangères a aussi critiqué la manière dont l'URSS mène les débats, à savoir son attitude de grande puissance qui veut imposer sa loi.

Dans le même temps, les liens d'amitié avec la Chine se renforcent, ainsi que les liaisons économiques. Les deux pays s'appêtent à signer un traité économique à long terme.

● Tchécoslovaquie

LE FASCISME ORDINAIRE

Jeudi, quatre intellectuels passaient en procès en appel. Objet de leur condamnation : «Subversion contre la République». En fait, la cour d'appel a confirmé les sentences prononcées lors du premier procès. Trois ans de prison pour l'un, dix-sept et quatorze mois de prison avec sursis pour deux autres.

L'un des quatre a vu sa peine réduite de trois à deux ans et demi de prison pour avoir cédé aux pressions faites par la police. Leur crime : officiellement, ils sont condamnés pour avoir fait parvenir des textes littéraires interdits en Tchécoslovaquie dans les pays occidentaux.

Pour marquer leur indignation et pour briser le mur du silence, organisé

par le gouvernement autour de cette affaire (aucun spectateur ni journaliste ne fut admis lors du procès), de nombreux signataires de la «Charte 77» ont entamé une grève de la faim en Tchécoslovaquie même et ils furent suivis par des émigrés tchécoslovaques à Vienne.

La panique va s'accroissant parmi les membres de la nouvelle bourgeoisie au pouvoir, d'autant plus que le 10e anniversaire de la Tchécoslovaquie par l'URSS approche et ils craignent des troubles très importants.

Le caractère social-fasciste de ce gouvernement apparaît de plus en plus clairement. Un témoignage vient accréditer ce fait : il s'agit du récit fait par le philosophe Ladislav Hejdanek, l'un des trois portés-paroles de la

«Charte 77».

Le vendredi 5 janvier, à 13 h, des policiers en civil se présentent à son travail. Hejdanek, qui a un emploi de chauffagiste, refuse de les suivre, car ils n'ont pas un mandat d'amener. Il est traîné de force, et en route, perd son soulier.

Arrivé au quartier général de la police, il est prié de descendre de voiture. Il raconte : «Je ne réagis pas. Injures, menaces. Ils me tirent du véhicule, puis, en m'injuriant, ils me tirent en arrière à travers la rue».

Il affirme également avoir reçu des coups de pied en étant conduit dans une salle d'interrogatoire.

Il poursuit : «On me laisse couché à terre, l'un des policiers monte sur mon pied sans chaussure, et apparemment satisfait, lance en

tournant son soulier sur ma cheville : il n'y a pas moyen de le lever...». Puis, Hejdanek précise qu'il reste muet et un peu plus tard, continue-t-il, les policiers, perdant patience, vont ouvrir portes et fenêtres de la pièce. Le froid le gagnera peu à peu. «Vers 7 heures, écrit-il, je sens des crampes dans les jambes, mon dos commence à me faire insupportablement mal ; la douleur serre mon estomac, et qui plus est, j'ai besoin d'aller aux toilettes. Il me faut parler...»

Ce n'est que vers 9 h que l'un des policiers ferme la fenêtre. Un peu plus tard, commencera son interrogatoire, filmé par une caméra de télévision. Vers 23 h, il est ramené chez lui, où, depuis, il est alité.



nouvelles intérieures

Des affiches pour la parution du quotidien 8 pages dans tous les kiosques sont toujours disponibles
Commandez-les à l'administration

Procès Pailleron Japon
Incroyable ! Les poissons pollués

Va-t-on s'acheminer dans le procès Pailleron à la mise hors de cause des principaux responsables de la mort de 16 enfants et de 4 adultes ? Quand on sait avec quelle lenteur la justice a convoqué les responsables qui bénéficiaient, pour certains, de hautes protections, il n'est pas interdit de penser cela. En effet, les défenseurs de ces hauts fonctionnaires, PDG, architectes, ont déposé à la séance de jeudi du tribunal des conclusions juridiques pour faire prononcer la nullité des trois rapports d'experts.

Ils mettent en cause un des experts du tribunal qu'ils accusent d'avoir supervisé, un an avant la catastrophe, une sous-commission qui aurait visité le CES Pailleron, durant quatre heures, et conclu au respect des normes de sécurité.

Il est pour le moins curieux que la défense sorte cet argument en fin de procès. Il est scandaleux que des arguments de procédure soient utilisés pour couvrir les responsables. Mais le système protège les siens.

Un groupe de spécialistes de la pollution a récemment observé, au Japon, l'existence de malformations chez de nombreux poissons pêchés dans le port d'Osaka.

L'origine de ces malformations serait la pollution de la mer par des engrais chimiques et des insecticides.

Selon ces spécialistes, les résultats des analyses effectuées sur 356 poissons, pêchés l'an dernier au large de la ville de Izumi-Ostu, au sud de Tokyo, la capitale, ont révélé l'existence de ces malformations dans 4,5 % des cas, notamment au niveau de l'épine dorsale. Environ 22 % des poissons recueillis pour cette expérience, dans l'estuaire de la rivière Yamato, qui sépare les villes d'Osaka et de Sakai, présentaient les mêmes malformations.

Les Japonais se nourrissent quotidiennement de poisson. Le taux de maladies observé chez les poissons, constituent donc pour la santé du peuple japonais une menace extrêmement grave.

6 FILMS CHINOIS PROJETES EN FRANCE
Un cinéma révolutionnaire qui est aussi un art

Six films chinois vont être projetés à partir du 25 janvier, à Paris, et en février dans certaines villes de province. Un représentant du «Studio Saint-Séverin» de Paris s'est, en effet, rendu en

Nous avons pu assister à la production de deux d'entre eux : «Le détachement féminin rouge» et

DES FILMS RÉVOLUTIONNAIRES «Le détachement féminin rouge» raconte l'histoi-

Chine après avoir appris la projection, en Chine, de films interdits autrefois par les Quatre. En toute liberté, il a choisi les six films présentés. Ces films produits avant la Révolution culturelle font partie des films interdits par les Quatre.

femme du parti comme dirigeante, et contre une poignée de gens qui veulent revenir à l'ancienne société

à certains films chinois que nous avons vus, il y a quelques années : la vie. Celle-ci est présente par



«Les fleurs rouges du Tienchan».

Nous ne racontons pas ici les péripéties de ces films dont la découverte fait partie du plaisir du spectacle. Nous n'en donnons que le sujet général et nous sommes, donc, loin d'en donner la richesse.

re de l'esclave d'un riche propriétaire. Durement opprimée, elle se révolte contre sa condition, mais de manière individuelle, ce qui la conduit à l'échec.

Les événements lui font rencontrer un membre du parti communiste qui l'envoie, comme elle-même le désire, rejoindre un détachement de femmes de l'Armée rouge. La jeune fille va alors prendre part aux combats, partager les joies, les difficultés, voire les tragédies de la vie et de la lutte révolutionnaires. Elle deviendra une combattante de la classe ouvrière et du communisme.

L'action des «Fleurs rouges du Tienchan» se passe dans la steppe, au pied des monts Tienchan, tout à l'ouest de la Chine. Ce film raconte un épisode de la vie d'une commune populaire, et en particulier la lutte de ceux qui veulent avancer dans la voie de la collectivisation et du socialisme et qui ont élu une

dans laquelle ils avaient des privilèges. Le film donne un rôle important également à des gens hésitant entre ces deux voies, tel que le mari de la dirigeante (c'est dans doute là une des raisons de l'interdiction du film).

Les Quatre avaient critiqué et interdit les œuvres qui montraient ainsi des gens qui hésitaient et ne voulaient mettre en scène que des purs «héros» ou des ennemis de classe. Le film montre bien la lutte que doivent mener les femmes contre l'idéologie féodale.

Les deux films, d'ailleurs, donnent le principal rôle à des femmes et montrent celles-ci dans des rôles de direction.

DES QUALITÉS REMARQUABLES : LA VIE ET LA FORME

Ce qui frappe dans ces films, c'est qu'ils possèdent une qualité qui est essentielle à la création artistique, et qui manquaient

les sentiments et les émotions qui animent les personnages et que, souvent, le spectateur est amené à partager. La joie, la fantaisie, la tristesse, les larmes, la colère donnent vie aux personnages. Il y a, dans ces œuvres, une spontanéité et un naturel qui constituent l'un de leurs attraits.

Le jeu des acteurs exprime ces sentiments, ces émotions avec une justesse et un naturel qui nous a étonnés, et qui tranche avec le jeu théâtral de certains films déjà vus.

Les qualités formelles de ces films sont aussi remarquables. Les participants à la projection en ont d'ailleurs fait la réflexion. Les décors intérieurs et extérieurs ont fait l'objet d'un travail tout à fait comparable à celui effectué dans la peinture. Les couleurs sont belles. La lumière est d'une qualité rare. Par exemple, dans certaines vues, tournées à l'extérieur, l'utilisation de fonds clairs de brume ou d'arrière-plans flous n'est pas sans rappeler les préoccupations de certains grands peintres paysagistes.

Il y a dans ces films également un sens et une mise en valeur de l'espace de l'espace et des paysages tout à fait remarquables. Ainsi, dans «Les fleurs rouges de Tienchan», on est saisi par la beauté grandiose des paysages, des grands espaces, des courses de troupeaux et de chevaux parfois.

Ces films témoignent donc de l'existence en Chine d'un cinéma révolutionnaire qui est aussi un art. Leurs qualités permettent de comprendre la portée de la lutte contre les Quatre en Chine.

Deux policiers avaient violé une femme
Ils sont poursuivis pour... attentat aux mœurs

Deux policiers parisiens, Jean Renard, 34 ans, et Antoine Carpène, 27 ans, avaient violé, en septembre dernier, une institutrice allemande. Ils l'avaient fait monter dans leur voiture de police à bord de laquelle ils effectuaient une ronde, sous le prétexte de l'emmener au commissariat pour vérification d'identité, car elle n'avait pas sur elle son passeport. Les flics l'ont emmenée dans une rue déserte où ils l'ont violée.

La victime s'est présentée, le 27 septembre dernier, au commissariat du quartier de l'Observatoire à Paris, accusant deux agents en uniforme de l'avoir violée.

La police a été obligée d'ouvrir une enquête et a dû soumettre les photos des agents ayant patrouillé cette nuit-là, dans le type de voiture décrit par la victime. Celle-ci a identifié les violeurs qui ont avoué.

Les services de police se félicitent eux-mêmes en prétendant avoir mené l'enquête avec rapidité et efficacité.

Or, il s'avère que cette efficacité n'a rien à voir avec le souci de lutter contre le viol, mais plutôt avec celui de se débarrasser d'individus compromettants. D'autre part, les ordres d'enquête viennent d'en haut, précisément du ministère de l'Intérieur. On connaît le regain d'intérêt du pouvoir pour les élections en cette période électorale. Il ne serait pas étonnant que tel soit un des buts poursuivis.

Quant au souci de lutter contre le viol, tel n'est pas celui de la police ni de la justice.

Les violeurs ont été écroués, jeudi soir, après avoir été inculpés, non pas de viol, mais d'attentat aux mœurs dans l'exercice de leurs fonctions. Les vio-

leurs semblent d'ailleurs avoir bien préparé leur défense puisqu'ils prétendent que la victime était consentante.

Le viol est un crime et il doit être reconnu comme tel. Les femmes, et aussi les hommes du peuple, doivent lutter contre le viol, contre l'idéologie qui fait de la femme un objet de plaisir, contre la pornographie. Si les femmes violées doivent porter plainte et lutter pour que le viol soit considéré comme un crime, il est aussi nécessaire de ne pas se contenter de l'action de la justice ; les femmes et les hommes du peuple doivent lutter ensemble contre le viol et mener des campagnes dans l'opinion, en dénonçant les violeurs mais aussi le système capitaliste dont le viol est un produit

Les salles où vous pouvez voir ces films

A partir du 25 janvier, les six films seront projetés à Paris dans les salles suivantes :

- Cinéma Saint-Séverin «Le détachement féminin rouge»
«Le torrent de la révolution»
- Studio de la Harpe «Les pionniers»
«Les fleurs rouges du Tienchan»
- Olympic entrepôt «L'Orient rouge»
«La bataille navale de 1894»

En province, certains de ces films seront programmés dans plusieurs villes que nous signalerons dès que possible.



Kodak (Vincennes)

La lutte des travailleurs postés en 4 x 8

Les travailleurs en équipe 4 X 8 qui fabriquent le support du film et y appliquent l'émulsion photographique, sont en lutte depuis un mois. Ils réclament que leur prime de fin d'année soit calculée sur la base de leur salaire réel, c'est à dire en tenant compte des majorations pour travail de nuit, de dimanche et de jours fériés, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, car la perte sur prime est de plus 1 000 F. Ils réclament également la diminution du temps de travail, l'allongement des temps de repas par la création d'une cinquième équipe. Le travail en 4 X 8 est particulièrement pénible, ils s'effectuent sur des périodes de sept jours continus à cheval sur deux semaines. La semaine de nuit (22 h 30, à 6 h 30 du matin) est la plus éprouvante. Les travailleurs postés

4 X 8 ont déjà organisé, avec leurs organisations syndicales CFDT et CGT, quatre débrayages de huit heures, notamment les nuits du samedi. Il est intéressant de savoir que le débrayage du 17 décembre a rassemblé 90 % des travailleurs postés quelques jours après que le PCF ait distribué sur l'usine un tract qui dénonçait le « manque de combativité des travailleurs » (sic) au sujet du désastre (pour eux) de la journée d'action du 1er décembre. Les 4 X 8 ont donc infligé un cinglant démenti au PCF et à son mépris des travailleurs. Deux débrayages ont été organisés la nuit de Noël et du jour de l'An, obligeant ainsi maîtres et ingénieurs à venir travailler le soir du réveillon, puisqu'en cas de

grève, la direction les réquisitionne. Les travailleurs disaient : « Ça fait pas de mal à tous ces cadres de savoir ce que c'est que de passer la nuit de Noël derrière une machine ». Les travailleurs ont donc dans l'ensemble bon moral et sont déterminés à faire aboutir leurs revendications malgré les fausses promesses de la direction, ses menaces et chantage au lock-out. Les marxistes-léninistes participent à l'organisation de la lutte et la cellule François Marty du Parti communiste marxiste-léniniste apporte son soutien aux travailleurs à travers son bulletin. Une série d'assemblées générales doit se tenir cette semaine pour décider de la poursuite de l'action. Les communistes marxistes-léninistes de Kodak Vincennes.

• Ducassou (Rennes)

SAVOIR TIRER LES LEÇONS

La grève s'est déclenchée, le 9 janvier, chez Ducassou, entreprise du bâtiment de Rennes.

Commencée sur un chantier de la rue de Saint-Malo, elle s'est étendue aux chantiers de Chartres et de Saint-Gilles. Suivie à 95 %, la grève s'est faite sur les revendications suivantes : 15 F d'indemnité de repas, 100 F mensuels d'indemnité de transport, prime de 120 F des travailleurs manuels.

Au cours de cette assemblée générale, le mercredi 11, les grévistes décident d'aller au dépôt. Une fois au dépôt, les délégués vont négocier avec le directeur de l'agence ; quand ils ressortent, ils nous demandent de rentrer au chantier. Là, ils nous annoncent que le directeur ne veut rien lâcher. Le mécontentement se transforme en colère, puisque les délégués, seuls face au patron, ne suffisent pas à le faire céder, on se met à parler d'occupation du dépôt.

Une deuxième fois, nous retournons au dépôt, et pendant que les délégués vont négocier de nouveau, on ferme le portail et on décide de rentrer tous dans l'agence. La colère est grande, on commence à visiter les bureaux : « C'est ici qu'on serait bien pour monter des parpaings, ici, il fait bien chaud », les réflexions fusent.

Le bureau où étaient réunis le directeur et les délégués est envahi, il est 11 h 30.

Dans le bureau, on va au cœur du problème, alors que le directeur explique qu'il refuse de négocier sous la pression, il se fait affiler et chacun dit ce qu'il a sur le cœur.

Ce sont tous les ouvriers qui sont là pour obtenir satisfaction. Mais le directeur reste sur ses positions et avec l'attitude défaitiste de certains délégués CGT, la division apparaît parmi les ouvriers. Voyant cela, le directeur propose de négocier à 15 h,

puis à 17 h, avec les délégués et un ouvrier de chaque chantier.

Il y a un vote pour savoir si on reste tous dans le bureau ou seulement la délégation. 28 sont pour rester tous, contre 14.

Mais malgré cette majorité, l'esprit de capitulation de certains délégués fait tâche d'huile. Au lieu de ressouder l'unité et la combativité des ouvriers, ils préfèrent aller discuter avec certains dans le couloir. Finalement, nous sommes ressortis assez démobilisés à 15 h 30, et la délégation, seule, est allée négocier à 17 heures.

Le lendemain, on est déjà moins nombreux, la combativité et l'unité de la veille n'y sont plus. Après le compte-rendu de la négo-

ciation (le patron n'a liché que quelques miettes), les délégués proposent un vote sur la reprise du travail. Après quatre jours de grève, et sans qu'on n'ait rien obtenu, la reprise est votée par 17 voix contre 15, à bulletin secret, et dans l'écœurement général.

Les uns parlaient de changer de boîte, les autres critiquaient les copains de boulot qui étaient restés chez eux. La cause exacte de l'échec, nous devons la trouver pour ne pas céder au découragement, pour réussir la prochaine fois.

Les raisons de l'échec, c'est certainement dans l'attitude défaitiste et l'esprit de capitulation de certains délégués qu'elles se trouvent.

Correspondant HR

Etablissements Panaget

Le Roc-St-André (Morbihan)

Création d'un comité de soutien

A la suite du succès du Fest-noz de solidarité, où 800 personnes sont venues, les travailleurs et leur section syndicale CFDT ont appelé les organisations politiques et syndicales à créer un comité de soutien à Ploermel.

Ce comité est placé sous la direction des ouvriers de l'usine. Ses buts sont de populariser la lutte en faisant des distributions de tracts sur les marchés et foires de la région et d'organiser la solidarité financière.

Diverses organisations se sont présentées pour constituer ce comité : CFDT, PCF, PS, FDSEA (Malesherbes), Paysans-Travailleurs, Humanité rouge. D'emblée, le permanent syndical CFDT tenta d'exclure les communistes marxistes-léninistes, mais ne trouvant aucun écho dans la salle et auprès des travailleurs de Panaget, sa lamentable tentative échoua.

Mais le représentant du PCF, Jarnot, candidat aux élections, qui s'était tu jusque là, ne vit pas ça d'un bon œil. Il somma alors la salle de choisir entre son parti et le PCMLF. Mais là encore, aucun écho. Suite à cela, les représentants du PCF quittèrent la salle sans que personne ne les retint.

Tout de suite après, le comité se mit au travail et étudia de nombreuses propositions.

Correspondant HR

• Beauvais

Communiqué des sections syndicales CFDT-CGT de DBA (D.A.T.)

Le 4 février 1977, des camarades CFDT, CGT de DBA, usine de Beauvais, paraissaient en correctionnel, pour avoir soi-disant fait « entrave » à la fonction de l'huissier Leroux et lui avoir déposé un « baiser » sur le front.

Plus de 1 000 travailleurs rassemblés devant le palais de justice soutenaient et disaient : « Non à cette injustice ».

L'huissier Leroux, bien soutenu par la direction DBA, que nous connaissons bien, n'avait qu'un seul but : Entraver le droit syndical et détruire les sections syndicales à la DBA.

Le 15 avril 1977, le tribunal correctionnel relâchait nos camarades. Aucun fait ne pouvait être retenu car ils n'étaient pas coupables.

Malgré cela, la direction et Leroux font appel. La date de l'appel vient de tomber ! Le jugement se fera le vendredi 20 janvier 1978, à 14 h, à Amiens.

A nouveau, comme pour le 4 février, les sections syndicales CFDT et CGT de DBA (DAT) appellent tous les travailleurs beauvaisiens et amiénois à soutenir massivement nos quatre camarades en :

- Signant les pétitions
- Venant tous à Amiens, le 20 janvier, devant le palais de justice,
- Exigeant la confirmation du jugement de Beauvais : la relaxe

Leroux, le patron de DBA, et sa justice ne doivent pas détruire nos sections syndicales.

La section syndicale CFDT de DBA-Beauvais
La section syndicale CGT de DBA-Beauvais

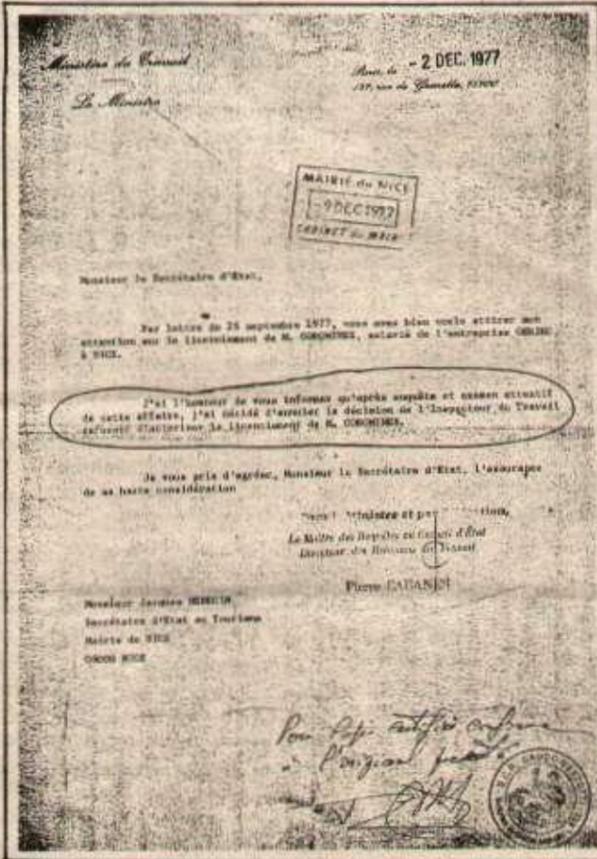
A Nice, Médecin décide les licenciements

A Nice, l'entreprise Geriko qui torréfie et commercialise le café, n'échappe pas à la crise capitaliste mondiale des entreprises qui distribuent le café. Les premières mesures prises pour sauvegarder les profits du patron Chiabaud sont : cinq VRP en chômage partiel pour huit jours, la mise à pied d'un VRP pour un léger retard dans un versement de caisse, transformation autoritaire de mode de rémunération.

Les travailleurs ne tolèrent pas l'arbitraire du patron, le mécontentement grandit. Chiabaud va alors procéder à une série d'intimidations pour empêcher toute action des travailleurs toute action syndicale (un militant CFDT reçoit une succession de lettres recommandées lui reprochant de pseudo fautes professionnelles.)

Les élections de délégués de personnel (collège VRP) se préparent. La CFDT présente un candidat, Jean Coromines, militant ayant déjà subi la répression patronale (14 ans d'ancienneté). Chiabaud apprenant la candidature de Jean Coromines, lui expédie immédiatement une lettre de licenciement.

Les travailleurs, les militants CFDT se mobilisent, l'inspecteur du travail examine alors le dossier et refuse le licenciement (conformément à la loi art 420 22). Chiabaud conteste la décision de l'inspecteur du travail auprès du ministère du Travail, entre exploitateurs on



se comprend ! Le ministre va très vite casser la décision de l'inspecteur du Travail en envoyant une lettre au maire de Nice, Médecin.

Ainsi, Médecin prend tous les droits quand il s'agit de lutter contre les travailleurs ; c'est Médecin qui a traité l'affaire Coromines directement avec le ministre du Travail. Médecin impose sa loi, c'est aussi Médecin qui menace d'expulser la CFDT de ses locaux,

Seulement voilà, Médecin, fortement imprégné de l'odeur des égouts de Nice, démasqué dans un procès contre le Canard Enchaîné, dénoncé pour fraude électorale, est haï par les travailleurs de Nice. Le licenciement de Coromines, décidé en haut lieu par les capitalistes et leur sbire local, Médecin, ne laissera pas les travailleurs de Nice indifférents !

Correspondant HR

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202 18 29



(Suite de l'éditorial)

Celle-ci est proposée comme base de rassemblement aux travailleurs, de plus en plus nombreux dans notre pays, qui désirent s'opposer, tant aux partis de la droite qu'à ceux de la fausse gauche, car ce qu'il faut, c'est soutenir les luttes ouvrières et populaires, et instaurer en France une véritable société socialiste.

Tout en travaillant à rassembler des forces sur une telle base, les marxistes-léninistes expliqueront dans leur propagande de parti la nécessité du combat de classe au pied à pied contre la bourgeoisie, la nécessité inévitable d'une révolution de masse qui détruise totalement l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et la nécessité d'une véritable dictature de classe prolétarienne sur les exploités, pour établir la démocratie la plus large pour le peuple.

Ils expliqueront également le caractère inéluctable d'une guerre impérialiste entre les États-Unis et l'Union soviétique et la nécessité, pour les forces ouvrières et populaires, de se préparer sérieusement à défendre l'indépendance nationale.

Telle est désormais l'orientation de notre campagne, une campagne que nous voulons mener avec ardeur, dynamisme et détermination.

VIVE L'UNITÉ D'ACTION DES MARXISTES-LÉNINISTES !

VIVE L'UNION OUVRIÈRE ET PAYSANNE POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE !

Henri JOUR

• Laving-Glace (Nantes)



Près de 300 personnes étaient venues, vendredi soir, au théâtre de Rezé (banlieue de Nantes) au gala de la victoire des Laving-Glacs. Un paysan, un cheminot, une ouvrière, un employé, symbolisant les forces unies dans le comité de soutien, étaient à la tribune avec les représentants des grévistes.

La soirée était malheureusement endeuillée par la mort, la veille, dans un accident de voiture, de Yves Jallé, un des délégués de Laving-Glacs, dont on entendit la voix enregistrée lors d'une interview à «Radio libre 44» et rediffusée ce soir-là.

L'unité déterminée des grévistes, maîtres de leur lutte, unité construite dans leur section syndicale CFDT et consolidée par un fonctionnement démocratique dans la lutte (comité de grève, assemblée générale), la solidarité efficacement organisée dans le comité de soutien: les différentes interventions montrèrent comment ces armes ont permis de surmonter toutes les difficultés et de gagner, après 6 semaines de grève avec occupation, l'annulation des licenciements et de nombreuses améliorations.

Gilles Servat était venu prêter sa voix puissante et ses chansons à cette soirée qui se termina par l'Internationale.

La victoire des Laving-Glacs n'est sans doute pas du goût de tout le monde ! Il n'y avait aucune personnalité locale, de la mairie par exemple (la municipalité est de gauche à Nantes) ou même de l'UL-CFDT à qui,

pourtant, un article de «syndicalisme hebdo» attribue tout le mérite du succès, citant le comité de soutien parmi les obstacles: un mensonge qui fut d'ailleurs relevé dans l'intervention faite au nom du comité de soutien.

Plus de 3 000 F, qui seront remis à la famille d'Yves Jallé, furent recueillis à la collecte à la sortie.

Beaucoup portaient avec l'espoir de se retrouver bientôt dans une autre lutte, un autre comité de soutien, pour d'autres victoires.

ABONNEMENT SPECIAL

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages, tous les jours, à partir du 16 janvier, au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

QUOTIDIEN SEUL
Pli ouvert
1 mois (22 Nos) 30 F
3 mois (66 Nos) 180 F
6 mois (132 Nos) 180 F

Pli fermé
1 mois (22 Nos) 60 F
3 mois (66 Nos) 180 F
6 mois (132 Nos) 360 F

QUOTIDIEN PLUS BIMENSUEL

Pli ouvert
1 mois 35 F
3 mois 105 F
6 mois 210 F

Pli fermé
1 mois 70 F
3 mois 210 F
6 mois 420 F

10e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Une ligne de démarcation

L'internationalisme prolétarien

L'attitude par rapport à la lutte héroïque du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain a été un point très net de démarcation entre marxisme-léninisme et révisionnisme. Les divergences portaient notamment sur le contenu donné à la coexistence pacifique, les dirigeants révisionnistes français s'alignant sur les révisionnistes soviétiques.

En France, et dans le monde, le nouveau mouvement marxiste-léniniste (plus quelques partis communistes qui n'ont pas dégénérés) a relevé le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

Le programme du Parti communiste de l'Union soviétique adopté, à son 22e congrès, en octobre 1961, mettait en avant une ligne totalement antiléniniste: «La coexistence pacifique sert de base à une compétition pacifique entre le socialisme et le capitalisme à l'échelle internationale». Krouchtchev, à l'assemblée générale des Nations Unies, dans un discours prononcé le 23 septembre 1960, devait déclarer: «que dans les relations entre les États, les principes de la coexistence pacifique s'affirment entièrement, que ces principes deviennent la loi fondamentale de la vie de toute la société moderne».

LÉNINE, STALINE ET LA COEXISTENCE PACIFIQUE

Le point de vue de Lénine est tout à fait à l'opposé, n'a-t-il pas souligné très souvent que le principe fondamental de l'État socialiste, en matière de politique extérieure, c'est l'internationalisme prolétarien. «La Russie soviétique, - disait-il -, estime que sa plus grande fierté est d'aider les ouvriers du monde entier dans leur lutte difficile pour le renversement du capitalisme».

Staline ne disait rien d'autre: «Les États-Unis nous demandent de renoncer, par principe, à notre politique de soutien au mouvement d'émancipation de la classe ouvrière des autres pays, et disent que si nous faisons pareille concession, tout ira bien (...)». Nous ne pouvons faire cette concession ou d'autres du genre, sans nous renier nous-mêmes».

La coexistence pacifique krouchtchévienne n'est, en définitive, que le reniement de l'internationalisme prolétarien, n'est qu'un encouragement pour les agresseurs impérialistes à poursuivre leurs crimes contre les peuples qui se battent les armes à la main pour leur liberté, pour l'indépendance nationale.

La guerre d'agression, pratiquée par l'impérialisme américain contre le peuple vietnamien, dura près de vingt ans; il prit la relève de l'impérialisme français qui venait de subir une défaite militaire cinglante à Dien Bien Phu, le 7 mai 1954. La ligne de coexistence pacifique permit, en

François Billoux à la Défense nationale, y participa. L'opportunisme au sein du Comité central du PCF triomphait pour quelques sièges ministériels.

LES MARXISTES-LÉNINISTES DÉNONÇAIENT L'AGRESSION

En février 1965, le premier numéro de l'«Humanité nouvelle», organe central de la Fédération des cercles marxistes-léninistes, dénonçait «l'agression impérialiste contre nos frères vietnamiens et chinois». Il publiait à la une la photo de l'héroïque ouvrier-électricien N'Guyen Van Troi, fusillé par l'impérialisme américain, le 15 octobre 1964, qui cria à la face de ses bourreaux: «Vive le Vietnam», «Vive Ho Chi Minh».

L'ATTITUDE DU PCF EN 1947

Le même numéro de



Le portrait d'Ho Chi-minh lacéré par les révisionnistes et recollé par les marxistes-léninistes.

Rappelons que c'est le 2 septembre 1945 que fut proclamée la République démocratique du Vietnam. C'est aussi, sous le gouvernement présidé par le socialiste Léon Blum, que les troupes du colonialisme français attaquèrent Haiphong, le 19 novembre 1946, et Hanoi, le 17 décembre 1946.

François Billoux, dans la brochure intitulée «Quand nous étions ministres», escamote en beauté la responsabilité des dirigeants du PCF par une pirouette: «La guerre fut entreprise sur l'initiative d'un gouvernement français qui ne comptait pas de communistes». En janvier 1947, un gouvernement comprenant cinq ministres communistes, dont

l'«Humanité nouvelle» publiait l'intervention de François Marty (1) devant le conseil national du Mouvement de la paix, dont voici un extrait: «Malgré les déclarations les plus encourageantes, c'est l'impérialisme américain qui fait la guerre en Indochine, dans toute l'Indochine et non pas seulement au Sud-Vietnam (...)».

«Ce sont les avions de l'impérialisme américain qui violent quotidiennement l'espace aérien des pays souverains comme Cuba, la République populaire de Chine, la République démocratique du Vietnam, la République démocratique de Corée. Ce sont les navires et sous-marins nucléaires de l'impe-

rialisme américain qui se livrent à des provocations dans le golfe du Tonkin, dans la mer de Chine et l'océan Indien.

«Dans ces conditions, il ne faut pas attacher une grande importance à des mesures ou accords, dits de «coexistence pacifique», entre les USA et l'URSS».

L'«Humanité nouvelle» apporta un soutien réel à la juste guerre du peuple, menée par les peuples indochinois et joua un rôle idéologique important pour redonner confiance à la classe ouvrière, aux anti-impérialistes, à la jeunesse de France, dans le soutien concret à l'égard des peuples en lutte contre l'impérialisme.

De nombreuses manifestations de soutien aux peuples en lutte furent organisées sur de justes mots d'ordre: «US, go home», «Johnson, Humphrey, assassins nazis», «FNL vaincra», etc.

Le parti révisionniste fut dépassé par l'ampleur de l'influence des idées marxistes-léninistes, par l'audience, la sympathie que les «comités Solidarité-Vietnam», les «comités Vietnam de base» avaient, auprès des masses populaires, en diffusant «Le courrier du Vietnam» et en popularisant la juste guerre des peuples indochinois.

N'y tenant plus, le révisionniste Étienne Fajon, dans un éditorial de l'«Humanité» blanche, du 6 janvier 1968, jeta son venin sur la juste guerre du peuple des héroïques Vietnamiens: «2 700 avions américains ont été ainsi abattus depuis l'agression aérienne, et seuls des bavards irresponsables peuvent faire semblant de croire qu'ils ont été détruits à coups de carabine». Ce renégat insultait les miliciens, comme celles de Thanh Hoa, qui ont descendu un avion US en 27 coups de fusil.

Ne faut-il pas aussi rappeler la haine, les méthodes fascistes employées par le commando de 600 nervis révisionnistes qui agressèrent le meeting de soutien au peuple vietnamien, organisé par le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste), le 5 mai 1967, à la Mutualité.

Les agresseurs révisionnistes ne purent empêcher la tenue de ce meeting, et c'est protégés par les forces de police de l'État bourgeois, qu'ils sortirent la tête basse.

Cette lutte de classe traça une nette ligne de démarcation d'avec les dirigeants révisionnistes, traités à l'internationalisme prolétarien.

(1) François Marty. Décédé en 1971, il est président du PCMLF à titre posthume. Il en était un des fondateurs.

La bataille politique de 1978

BEAUVAIS

La crise dans l'Oise

L'Oise est un département au nord de Paris, à cheval sur l'Île-de-France et la Picardie. Les travailleurs de ce département ont été durement touchés par la crise économique. En octobre 1977, il y avait 12 000 chômeurs.

Depuis, ce chiffre a encore augmenté. Et encore, nous ne tenons pas compte des trucages des statistiques officielles qui, malgré tout, sont révélatrices. Les femmes représentent 60 % des chômeurs. Chez les jeunes de moins de 21 ans au chômage, la proportion des femmes est de 70 %.

Durant les onze premiers mois de l'année 1977, 2 044 emplois ont été supprimés dans le département. Le chômage partiel frappe, aus-

si, lourdement. En novembre 1977, 134 000 journées ont été ainsi chômées. La campagne sur l'emploi des jeunes a lamentablement échoué. Seuls 760 jeunes effectuent, dans le département, un stage-bidon dans des entreprises.

Actuellement, des menaces de licenciements existent à la SOPAC (52 licenciements en vue). Des mises à la retraite anticipée à l'usine Péchiney-Ugine-Kuhlman de Villiers et de Creil et le chômage partiel sont à l'ordre du jour à Usinor (Montataire) et à Lockheed. La sucrerie, à Saint-Just, qui emploie 250 personnes, menace de fermer.

Telle est donc la situation dans l'ensemble de l'Oise.

De nombreuses grèves

Beauvais est la préfecture du département. Elle compte environ 50 000 habitants. C'est une ville assez industrielle, comme toute la circonscription.

La ville voisine de Méru est une ville ouvrière aux traditions de lutte anciennes.

A Beauvais, existent trois grandes entreprises : Massey Ferguson (tracteurs, 2 000 ouvriers), Lockheed (freins hydrauliques, 1 500 employés) et Novacel.

Face à la misère grandissante, les ouvriers ont réagi par de nombreuses grèves durant l'année 1977.

Au printemps, les ouvriers de Lockheed se mobilisèrent face à la justice bourgeoise qui attaquait 4 délégués syndicaux. Plusieurs centaines d'entre eux manifestèrent devant le tribunal et obligeaient les juges à prononcer les relaxations.

Les travailleurs de la MFTC (tapis et couvertures, 800 salariés) obtinrent le 13e mois, après plus d'une semaine de grève.

Quelques semaines auparavant, les ouvriers de Massey-Ferguson avaient bloqué l'entrée de l'usine par des piquets de grève et des barricades : la direction et le pouvoir leur envoyaient les CRS en guise de réponse à leurs revendications.

Une grève importante a également eu lieu chez Prégipan, petite usine de 200 ouvriers, située à quelques kilomètres de Beauvais.

Dans toutes ces grèves des ouvriers du Beauvaisis,

et au révisionnisme des dirigeants des partis et syndicats de gauche.

A Massey-Ferguson, par exemple, les élus du PCF et les dirigeants CGT ne pensaient qu'à vanter le Programme commun (à l'époque l'illusion existait encore). Alors que beaucoup de travailleurs de la ville présentaient la venue des CRS, aucune mobilisation n'était entreprise pour renforcer le piquet de grève et les pontes refusèrent d'organiser des collectes.

Après le coup de force des CRS, les dirigeants syn-

dicaux laissèrent agir la démobilisation pour privilégier les négociations avec le patron. Un autre exemple :

alors que les travailleurs de Prégipan, soutenus par les marxistes-léninistes, collectaient aux portes d'Usinor de Creil, les dirigeants syndicaux CGT de l'usine n'ont cessé de harceler les travailleurs qui collectaient pour entraver le soutien. Partout où des luttes se sont développées, les dirigeants des unions locales CGT et CFDT ont joué la démobilisation.

Les partis bourgeois

L'Oise a aussi le triste privilège d'avoir comme député deux des plus grands bourgeois de France : Dassault et Hersant.

Dassault est le député de Beauvais et sa région. On connaît sa fortune qui a été acquise sur la sueur et le travail de milliers d'ouvriers. A chaque élection, Dassault consacre quelques miettes de sa fortune pour « offrir » à la ville une patinoire ou une piscine, etc. qui portent son nom. Jusqu'à des jeux de boules qui le portent aussi.

Peut-être offrira-t-il aussi son nom à la ville ?

Dassault a pour ami Hersant qui accapare entre ses mains une grande partie de la presse bourgeoise (Le Figaro, France-Soir, et de nombreux journaux régionaux). Hersant ne se représente plus dans la circonscription de Beauvais et laisse sa place à Lenoir, ancien ministre, dont il finance la

campagne électorale.

La gauche, elle, présente Amsellem, maire PS de Beauvais, notable bourgeois, et Eracque, du Bureau national des radicaux de gauche.

Depuis mars 1977, la nouvelle municipalité PC-PS, grande spécialiste des palabres, a déjà appliqué ses « réformes » : augmentation de 30 % des impôts locaux. Elle demande des flics supplémentaires, prétendument pour assurer la sécurité alors que les flics de Beauvais arrêtent et tabassent les jeunes, comme partout ailleurs.

Durant les grèves, la solution de ces politiciens de gauche a été de signer... des motions de soutien qu'ils ont adressées à la préfecture. Ils n'oublient pas d'aller se pavaner avec leur écharpe tricolore à la tête des manifestations, le temps de se faire photographier par la presse.



LES CANDIDATS MARXISTES-LÉNINISTES

Les objectifs des marxistes-léninistes de Beauvais durant la campagne seront de faire un travail intense pour propager les idées communistes abandonnées par les dirigeants du PCF.

Comme ils le font depuis de nombreuses années, ils soutiendront les ouvriers qui luttent pied à pied contre les licenciements, pour de meilleurs salaires ; ils travailleront à soutenir ces luttes

largement et formeront des comités de soutien. Les marxistes-léninistes expliqueront la nécessité de l'unité des ouvriers français et immigrés. Ils expliqueront que la classe ouvrière ne doit rien attendre ni des partis bourgeois de droite, ni de ceux de gauche.

Ces derniers, qui prétendent représenter les ouvriers se servent en réalité de ceux-ci pour accéder au

pouvoir. Quand les ouvriers se battent contre l'exploitation, les chefs de ces partis et des syndicats sabotent leur lutte, même s'ils crient très fort contre les patrons et la droite.

Les marxistes-léninistes de Beauvais expliqueront que les ouvriers révolutionnaires doivent rejoindre le Parti communiste marxiste-léniniste de France dont le but est de renverser le ca-

pitalisme par la lutte révolutionnaire et d'instaurer le socialisme.

Sur le plan international, ils interviendront pour expliquer le rôle néfaste des deux superpuissances, États-Unis et URSS qui veulent dominer le monde et qui pratiquent une course effrénée aux armements en vue de la guerre.

**OSER LUTTER
OSER VAINCRE**



N° 14

le peuple en lutte
à Beauvais et ses alentours



BP 51
60005
BEAUVAIS

AVRIL
78

1'20

**EN AVANT
VERS L'UNITÉ !**

**Georges
Hillaire**



Il est le candidat titulaire ; il travaille comme ouvrier-mélangier dans une usine de plastique du Val d'Oise, Délégué du personnel, avec ses camarades, il lutte contre la bourgeoisie et le paternalisme hypocrite de ses patrons.

A Beauvais, notre camarade a travaillé aux « 4 P », (une imprimerie). Il a toujours lutté aux côtés des travailleurs. A Novacel, il participe activement à la lutte des plisseurs de nuit, (ceux qui fabriquent la peau des saucissons), la direction lui a demandé de démissionner de son poste. Il refusa,

et a été licencié quelques jours plus tard. Fils d'ouvrier, très vite il a connu les soi-disant plaisirs que nous réservent cette société et la misère qu'elle secrète. Marié, trois enfants, connaissant bien la classe ouvrière à laquelle il appartient, notre camarade plus déterminé que jamais fera connaître lors des élections notre ligne politique : redonner à la classe ouvrière un authentique parti communiste et non un parti de magouille et de trahison, l'unification de tous les travailleurs pour abattre la bourgeoisie et ses valets, construire la véritable société socialiste.

**Mauricette
Anthéaume**



Suppléante, 30 ans, mariée, mère de deux enfants. Elle est d'origine populaire. Son père a été ouvrier agricole dans l'Hérault, puis ouvrier. Sa mère faisait des ménages.

Elle travaille dans une petite entreprise de Beauvais depuis deux mois, comme ouvrière en confection, après avoir été longtemps ouvrière à domicile.

Originnaire du Midi, elle connaît bien les conditions de vie difficiles des petits viticulteurs, écrasés par les dettes, menacés dans leur existence par la spéculation

des gros et la mévente du vin. Cette situation fait de ces petits viticulteurs une couche très proche de la classe ouvrière.

Beauvaisienne depuis dix ans, elle a participé par son soutien actif à de nombreuses luttes à Beauvais et aux alentours, au combat des ouvriers du Beauvaisis.

Militante depuis deux ans dans les rangs des communistes marxistes-léninistes de France, elle poursuit avec simplicité, persévérance et dynamisme, le combat pour le socialisme et l'édification du parti de la classe ouvrière dans l'Oise.

La bataille politique de 1978

NANTES

A la lumière de récents conflits

QUELLE VOIE MENE A LA VICTOIRE ?

La bataille politique sera, à Nantes, d'une particulière importance. Cette ville et ses proches environs ont, en effet, connu, dans une période récente, plusieurs conflits de grande ampleur - Dubigeon, 2 mois de grève conclus par un échec, Laving-Glaces : 6 semaines de grève terminée sur un succès complet, la centrale nucléaire du Pellerin avec les 5 paysans emprisonnés et libérés grâce à l'action de masse, la longue lutte de Chaix-en-Retz, commencée l'année précédente, pour le maintien d'un paysan sur la terre qu'il cultivait. Il y eut d'autres conflits, mais ceux-là, concernant la classe ouvrière et les couches sociales les plus proches d'elles, ont mis particulièrement en lumière les positions concrètes des différents partis politiques.

UNE CLASSE OUVRIÈRE AUX RICHES TRADITIONS DE LUTTE

A plusieurs reprises, la région de Nantes fut d'ailleurs le théâtre de conflits « en avance » dans le pays : la SNIAS (aviation) et la centrale thermique de Cheviré furent les deux premières usines occupées en Mai 1968 ; la grande grève de l'usine des Batignolles, en 1971, avec saccage des bureaux et séquestration de cadres par des centaines d'ouvriers à qui cela valut d'être traités de fascistes par une feuille locale du PCF, avait concentré l'attention de tous les travailleurs de France, et au-delà ; il faut rappeler que la région de Nantes est de celles où naquit le courant, dans le mouvement paysan, pour « un syndicat de classe et de masse », arme aux mains des petits et moyens paysans contre le capitalisme, et notamment les trusts agro-alimentaires ; l'unité ouvriers-paysans, concrétisée par la participation massive de ces derniers à certaines manifestations en 1968, par le soutien constant des paysans aux luttes des ouvriers, est une aspira-

tion qui se traduit depuis longtemps dans les faits.

Rappelons encore la grande grève des métallos en 1955, lors de laquelle tomba l'ouvrier J. Rigolet. Et pour clore ce bref tableau, n'oublions pas que le peuple de la région conserve pour toujours le souvenir des 50 otages qu'assassinèrent les occupants nazis, à Chateaubriand (près de Nantes), pour tenter de briser par la terreur la lutte armée qui commençait pour la libération du pays.

QUEL AVENIR SOUS LE CAPITALISME ?

Ainsi, la classe ouvrière de Nantes (et tout le peuple travailleur) est forte d'une longue expérience et de riches traditions de lutte. C'est qu'elle s'est tôt développée dans ce port où l'odieuse commerce triangulaire (*) fit la fortune de quelques grandes familles ; la vie de centaines de milliers de Noirs, vendus comme esclaves, paya le rapide développement de l'industrie navale, de celle du sucre, de la conserverie et de la métallurgie : lourde pour les ba-

teaux, légère (fer blanc) pour les conserveries.

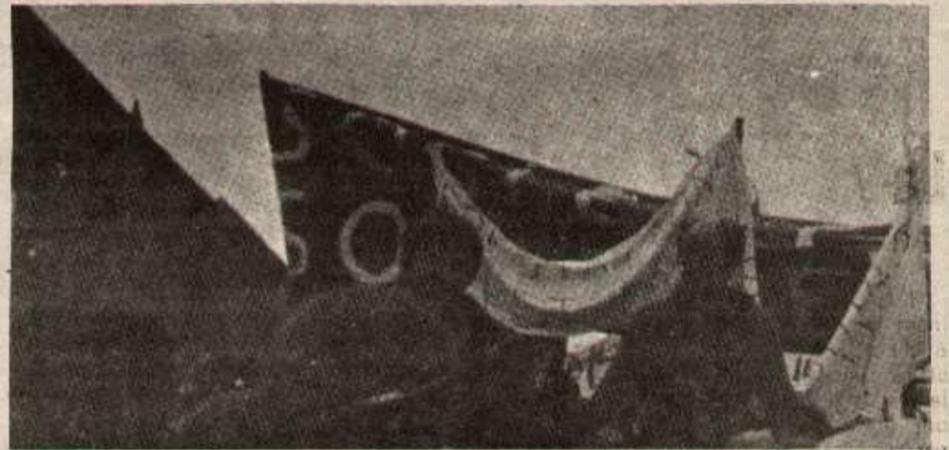
Déplacement vers d'autres axes de développement du commerce international et de l'industrie (axe Rhône-Rhin), ancienneté de la classe ouvrière, son expérience et les avantages acquis par la lutte (toutes choses inintéressantes pour les exploités) : cela explique le véritable démantèlement de l'industrie en cours depuis plusieurs années : ainsi, par exemple, de 1967 à 1977, le nombre d'emplois dans la métallurgie (nav. comprise) est passé de 20 520 à 13 510 !

Les éventuelles industries de remplacement se sont installées ailleurs : Citroën, à Rennes, Michelin à Cholet, et les emplois créés à Nantes sont dans le tertiaire (banques, administrations décentralisées, etc.).

LES FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE

Les dernières municipales ont marqué le déclin de la vieille bourgeoisie locale, conduite par Morice : une coalition, regroupant la vieille garde SFIO et différents éléments du centre. Avant ces élections, face à la montée de la gauche, Morice avait accepté six RPR et six PR sur sa liste (ces derniers partis n'ont pas, à Nantes, la même consistance que sur le plan national). Le CNI (Centre national des indépendants : le parti de Pinay) dont le maire de la ville toute proche de Cholet, Ligot, est l'un des leaders, se montre très actif.

La montée du PS a été, sur le plan local, spectaculaire. L'éviction des vieux éléments SFIO, liés à Morice, (tous les élus du PS



Les cinq paysans de Chaix-en-Retz, libérés grâce au soutien des masses, et des communistes marxistes-léninistes.

à la municipalité d'avant 1976, sauf Chenard qui est le maire actuel) a été contrebalancé largement par des forces liées aux milieux ouvriers catholiques ; le poids de la CFTD a été déterminant : elle est dans la région plus implantée que la CGT et son inféodation au PS assez fortement marquée.

Le PS détenait, déjà, les municipalités de Bouguenais et Rezé (au sud de la Loire, en banlieue de Nantes, ces quartiers populaires font partie de la 3e circonscription) ; il a gagné Nantes, Saint-Herblain (zone également très populaire et située dans la 2e circonscription) ainsi que d'autres communes.

Le PCF, entrant dans la municipalité de Nantes et dans les autres, a gagné celle de Basse-Indre, commune de banlieue populaire. Il affirme avoir 1 600 adhérents à Nantes mais son implantation y reste faible par rapport à d'autres villes ouvrières : la place de la CGT en est un signe.

POSITION DANS LES RÉCENTS CONFLITS

Le CNI a fait publiquement éclater sa haine contre la grève des travailleurs de Dubigeon et fut le principal soutien des jaunes.

Le candidat le plus connu du PR doit sa notoriété au mouvement étudiant de 1976 : président de l'université, il se distingua en faisant appel aux CRS pour occuper la faculté de droit. Son nom, Sparfel, est à ce

titre encore inscrit sur bien des murs de Nantes !

Parmi les candidats du RPR, l'un d'eux, Macquet, a aussi une solide réputation pour ses activités anti-ouvrières.

Tout ce petit monde est, bien sûr, d'accord, lorsque l'autorité préfectorale envoie la troupe pour expulser les paysans de Chaix-en-Retz, ou protéger les fameuses mairies-pirates mises en place pour que puisse se dérouler « démocratiquement » l'enquête d'intérêt public, vomie par la population et destinée à justifier l'implantation de la centrale du Pellerin.

Il en est finalement de même du PS et du PCF, très officiellement absents de la lutte de Chaix-en-Retz, comme de celle contre la centrale du Pellerin ; l'attitude de Chenard (maire PS de Nantes), dans cette affaire, lui a valu le même genre de publicité que Sparfel. Quant au PCF, il a tout bonnement condamné l'action pour laquelle (sans qu'il l'aient comprise) cinq paysans, furent emprisonnés en mai 1977 (il s'agissait de la destruction de registres pour cette fameuse enquête d'intérêt public).

L'un et l'autre, et même les syndicats auxquels ils imposent leur ligne, ne furent d'ailleurs pour rien dans la puissante mobilisation qui imposa la libération des « cinq otages ».

Pour Dubigeon, par contre, on les a vus, beaucoup même ! Ils y « dirigèrent »

la lutte et leurs élus se montrèrent souvent ! En fait, leurs querelles sur un terrain qui n'a rien à voir avec l'intérêt des travailleurs, a fini par décourager ceux-ci, pourtant animés d'une remarquable volonté de lutte ; et ce fut l'échec, un coup dur pour la classe ouvrière.

A Laving-Glaces, on ne les a pas vus... On le sait, malgré les obstacles, grâce aux formes, méthodes et moyens de lutte (comité de grève, comité de soutien...), grâce à la détermination des travailleurs et à une large solidarité, ce fut la victoire.

A l'inverse, les communistes marxistes-léninistes ont été, dans ces luttes, entièrement aux côtés des travailleurs. Que ce soit à Chaix-en-Retz, pour les 5 otages du Pellerin ou Laving-Glaces ; tous ceux qui ont participé à ces luttes, et ceux concernés au premier chef en particulier, savent la solidité de leur soutien qu'il soit matériel ou politique, même dans le cas de Dubigeon, sans être présents dans l'entreprise : ainsi, ils réalisèrent deux affiches pour populariser et appeler au soutien (les deux seules sur le conflit) qui furent très appréciées des travailleurs.

Cela fut à la mesure de leurs forces, et sans doute pas sans erreur, mais le soutien aux travailleurs a été leur orientation constante.

* Commerce triangulaire : « pacotilles » vers l'Afrique, Noirs vers l'Amérique et « elles », le rhum, le sucre, épices pour le retour.

Nos candidats

Face aux Sparfel, Macquet, Chenard, Poperen (du bureau politique du PCF) et autres candidats de ces partis qui ont fait leur temps et n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs, ils seront dans les 2e et 3e circonscriptions (les plus ouvrières de Nantes) pour faire connaître le point de vue et la ligne des marxistes-léninistes, pour parler de la voie de la victoire contre le capitalisme, la voie de la lutte classe contre classe, de la révolution prolétarienne.

Michel Kervarec

Michel Kervarec : 38 ans, 2 enfants, dessinateur.

Son père, militant communiste, fut aux origines du Parti communiste à Nantes et secrétaire du syndicat Métaux CGT-U. Son oncle fut condamné aux travaux forcés comme mutin de la Mer Noire.

Michel entra aux Jeunes Communistes en 1958, fut responsable de l'Union des étudiants communistes à Nantes et entra au Parti en 1961. Candidat

du Parti Communiste aux cantonales de Nantes en 1963, il met sur pied la cellule de Vertou (au sud de Nantes). Secrétaire de section de 1962 à 1966, il est tête de liste aux municipales à Vertou en 1965. Il est élu au comité fédéral de Loire-Atlantique.

Les divergences s'accroissent en particulier sur les problèmes théoriques et sur la contradiction pays nantis-pays du tiers monde.

Il est pourtant désigné comme suppléant aux législati-

ves. C'est une tentative d'achat : le processus d'élimination est déjà en cours, il est exclu du comité fédéral fin 1966, puis du parti en janvier 1967 par 2 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions sur 28 membres (même celui chez qui se tenait la réunion n'a pas voulu y participer !).

Il est alors marxiste-léniniste, dans les rangs de l'UJCM (pour très peu de temps) puis dans ceux des communistes marxistes-léninistes. Après la scission du Travailleur qui frappe la région en 1970, il joue un rôle moteur dans le processus de ralliement en 1973.

Michel participa à Mai 1968 (il reçut d'ailleurs des éclats de grenade aux jambes et au visage).

Il est militant syndicaliste actif dans son entreprise.

Jeannette Pelletier

Jeannette Pelletier, 32 ans, depuis 8 ans ouvrière chez Guilloard ; militante connue et estimée de nombreux travailleurs, militants actifs de leur classe ; communiste de longue date, exclue du PC en 1966, elle fut exclue de la CGT en 1974, suite à la propagande du PCMLF contre la ligne bourgeoise du PC dans son entreprise, ce fut l'occasion d'une campagne de tous les marxistes-léninistes.

Daniel Pinson et Freddy Gontier

Daniel Pinson et Freddy Gontier, les suppléants, sont tous deux d'origine populaire, et à l'heure actuelle, enseignants : l'un, à l'école d'Architecture, l'autre, en école de perfectionnement ;



Les deux candidats : Michel Kervarec et Jeannette Pelletier au cours d'un meeting organisé par l'Humanité rouge. Claude Lebrun qui se trouve au milieu est lui, candidat à Paris.

ces deux communistes se tiennent étroitement à la classe ouvrière, actifs dans le soutien aux luttes, et ainsi, connus et estimés de nombreux travailleurs.

DECLARATION COMMUNE

Parti communiste marxiste-léniniste de France et du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste)

Deux délégations du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France se sont rencontrées en vue d'aboutir à un accord à l'occasion des élections législatives de 1978 et sont parvenues à l'accord suivant.

1o) Les deux organisations publient une déclaration fixant leur attitude commune pour la bataille politique de 1978. Le fait d'engager cette campagne commune manifeste la volonté d'avancer dans le processus d'unification des marxistes-léninistes.

2o) Cette déclaration est signée du PCR (ml) et du PCMLF. Il est bien évident que cette dernière disposition ne saurait être considérée comme quelque changement de position que ce soit de la part du PCR (ml) sur l'appréciation des événements de 1970.

3o) Les deux organisations appellent les travailleurs à se rassembler sur une base anticapitaliste et anti-révisionniste, en vue de créer le front le plus large possible contre la bourgeoisie de droite et de gauche. Ceci sur la base d'une plate-forme politique dont l'orientation essentielle a été déterminée.

4o) Cette plate-forme est présentée sous le sigle «Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne».

5o) Il apparaîtra dans les professions de foi que les candidats, présentés au nom de l'«Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne», bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

6o) Les deux partis s'engagent à tout mettre en œuvre pour organiser les travailleurs autour de cette plate-forme en impulsant un comité d'initiative national et en créant partout où c'est possible des comités locaux.

7o) Les deux organisations établiront des contacts à tous les niveaux durant la campagne électorale en vue de prendre toute initiative jugée nécessaire.

8o) Dans les circonscriptions où

ne se présenteront pas de candidats de l'«Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne», les deux organisations examineront ensemble au niveau central la possibilité de soutenir des candidats qui ne se désisteront pas pour un des partis bourgeois de droite ou de gauche au second tour.

9o) L'ensemble de ces dispositions est applicable nationalement par les deux organisations.

10o) Les deux partis ont adopté la déclaration suivante :

«La France connaît aujourd'hui la crise la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une fois de plus, ce sont la classe ouvrière et les masses populaires qui paient le poids de la crise : ce sont elles qui subissent le chômage massif et prolongé ; ce sont elles qui sont atteintes dans leur niveau de vie par le blocage des salaires et l'augmentation des prix, ce sont elles également qui, chaque jour, sont atteintes dans leur droit à la santé et à la sécurité, ce sont elles qui subissent les dégradations des conditions de vie quotidienne (logement, transport, pollution, etc.). Sur le plan politique, les droits légitimes des travailleurs sont régulièrement bafoués : la police est envoyée contre les travailleurs qui refusent, par exemple, leurs licenciements. Alors que les assassins d'ouvriers français ou immigrés sont laissés dans l'impunité, comme les assassins de l'ouvrier rémois Pierre Maître, qui ont immédiatement été libérés.

Tout cela n'est qu'un aperçu de l'exploitation et de l'oppression quotidiennes que connaissent bien les ouvriers, les petits paysans, les employés et autres travailleurs de notre pays.

A cela, il faut ajouter que ceux qui prétendent représenter le peuple de France oppriment aujourd'hui des peuples du tiers monde pour le compte des capitalistes et mènent même une guerre au Sahara occidental.

Le mécontentement dans notre pays est très grand et toutes les forces

politiques le savent. Mais derrière les mots, il faut voir ce qu'offrent les partis de la majorité au pouvoir comme ceux de l'opposition, dite de gauche. En ce qui concerne Giscard-Barre, ils visent à faire peser toujours plus le poids de la crise capitaliste sur la classe ouvrière et le peuple. Barre a annoncé encore deux ans d'austérité ! Pour Chirac, la démagogie a bien du mal à dissimuler sa volonté de mettre le pays au pas en ayant recours à la manière forte, encore une fois dans le cadre de la défense des exploités.

Quant aux partis de gauche qui cherchent à faire oublier que tous ont participé dans le passé au gouvernement sans que le capitalisme ne s'en porte plus mal, leurs prétendues solutions ne sont que de belles paroles dans le mesure où, en réalité, ils ne remettent nullement en cause le système capitaliste.

Leurs promesses ne sont qu'un moyen de faire patienter les travailleurs qui en ont assez de ce système. En fait, ces partis défendent les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie. Le PCF a même un projet capitaliste bureaucratique d'État qui lui est propre. Sa réalisation ne pourrait réserver aux travailleurs qu'une situation comparable à celle des travailleurs de l'Union soviétique et d'autres pays de l'Est qui subissent l'oppression capitaliste et la pire répression.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes refusent la voie des trotskistes qui se présentent en révolutionnaires pour finalement appeler à voter pour les partis de l'Union de la gauche. C'est pourquoi nous nous proposons de rassembler, sur la base des intérêts de classe du prolétariat, les ouvriers, les masses populaires, tous ceux qui sont prêts à lutter pour imposer les légitimes revendications ouvrières et populaires, qui sont prêts à lutter contre le système et l'exploitation capitalistes, contre le pouvoir en place, contre les partis de droite et contre les partis de gauche qui ne cherchent qu'à utiliser les travailleurs

comme masse de manœuvre pour leurs ambitions. C'est pourquoi les marxistes-léninistes appellent les travailleurs à se rassembler en vue de créer le front le plus large contre la bourgeoisie de droite et de gauche. C'est pourquoi les marxistes-léninistes appellent à se battre pour l'indépendance des syndicats par rapport aux partis bourgeois.

Une autre tâche que se fixent les marxistes-léninistes dans cette campagne, c'est combattre les préparatifs de guerre des deux superpuissances qui cachent leur rivalité pour l'hégémonie derrière des belles paroles sur la détente, en particulier le social-impérialisme soviétique. Les marxistes-léninistes dénoncent ceux qui, à droite ou à gauche, de Giscard à Marchais, entretiennent les illusions sur la détente et compromettent l'indépendance de notre pays, en désarmant la vigilance de notre peuple contre les menaces de guerre.

C'est un devoir que se font les marxistes-léninistes dans cette campagne de contribuer de toutes leurs forces à l'unité de notre peuple avec les peuples des pays du tiers monde en lutte contre les superpuissances, l'impérialisme et la réaction.

Les marxistes-léninistes considèrent qu'il n'y aura pas de solution radicale et durable à l'exploitation et à l'oppression des travailleurs de notre pays, sans prise du pouvoir central par la classe ouvrière, sans destruction des forces d'oppression et de répression de l'État, sans révolution socialiste. Une telle révolution passe par l'organisation dans un parti communiste unique authentiquement marxiste-léniniste des ouvriers avancés et des éléments véritablement révolutionnaires de notre peuple.

Aussi les deux partis renforceront à l'occasion de la bataille politique de 1978 l'unité d'action en vue d'avancer dans la voie d'un tel parti.

Dans la campagne électorale, ils soutiendront les candidats présentés par l'«Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne».

Le 16 janvier 1978

Les marxistes-léninistes, ensemble le 19 mars 1977, pour commémorer le 106 anniversaire de la Commune de Paris.

